

Discours de François Hollande en clôture de l'Université d'été 2007

Chers Amis, Chers Camarades,

Merci Chers Maxime, Olivier, de nous voir accueilli.

Merci d'être venus à notre rendez-vous de La Rochelle, car les commentaires allaient bon train. Je m'interrogeais avec gravité : allais-je venir seul à La Rochelle ? . Y aurait-il encore un socialiste dans la salle ? Mais, je connais la dramaturgie de La Rochelle. Quand tout le monde est là, on dit oh ! là ! là ! que va-t-il se passer ? Ils y sont tous ! Quand certains ne viennent pas –même pour de bonnes raisons- voilà que nous serions démunis. Et bien, jamais nous n'avons été aussi nombreux et les présents ont toujours raison. Quelles que soient les circonstances. Lorsqu'il s'agit de préparer les échéances décisives –comme l'année dernière- ou d'en tirer les conclusions –comme cette année ; de fêter les victoires –et cela nous est heureusement arrivé ces dernières années- ou de surmonter les défaites –et c'est notre devoir aujourd'hui.

Car, nous avons une responsabilité : travailler ensemble. Parce que nous ne pourrions répondre efficacement aux Français, relever les défis qui nous sont posés que si nous sommes ensemble, que si nous réfléchissons ensemble, que si nous construisons ensemble, que si nous proposons ensemble, que si nous décidons ensemble. C'est ce que nous avons fait.

Et, à La Rochelle, nous avons trois actes majeurs à poser : lucidité dans l'analyse à porter sur notre échec ; volonté dans le changement à engager sur nos idées et nos méthodes ; clarté dans notre opposition et sur la stratégie à mener pour les prochaines échéances.

I – Le défi de la lucidité

Elle commence par un hommage à celle qui a été notre candidate, à Ségolène, à nos militants, à nos élus qui se sont dévoués sans compter pour le succès de nos candidates et candidats aux scrutins présidentiel et législatif. Car, une chose est sûre : ce n'est pas le courage et l'enthousiasme qui nous aura manqué dans cette campagne.

La lucidité, c'est aussi de faire le constat d'une participation exceptionnelle des Français au scrutin présidentiel qui traduit un réinvestissement, peut-être provisoire, de nos concitoyens dans la politique. La lucidité, c'est aussi de reconnaître notre score honorable au premier tour de la présidentielle, les 17 millions au deuxième tour. C'est le sursaut qui a permis au Parti socialiste de gagner près de 60 sièges de plus au soir des élections législatives.

Mais, la lucidité c'est également de constater que le résultat final est là : nous avons perdu l'échéance politique majeure. C'est le troisième échec de suite à la présidentielle pour le Parti socialiste. Il ne s'agit pas d'invoquer des excuses : l'atomisation de la gauche, la faute aux médias ou la diablerie de nos adversaires. Il ne s'agit pas non plus d'ouvrir des procès. Je laisse cela aux inquisiteurs de l'après qui étaient souvent les flatteurs de la veille, ceux qui battent leur coulpe sur la poitrine des autres. C'est une profession en vogue cette année. Il faut bien de nouveaux métiers ! Et je ne crains rien de leur jugement, car moi, je rends ce service au Parti socialiste. J'assume mes responsabilités, mais je les prends aussi. Et je dis que ce n'est pas une question de personnes, mais une question politique qui nous est posée collectivement et qui appelle de nous des changements profonds.

Nous avons perdu parce que nous avons aussi souffert de trois défauts majeurs :

- **Défaut de compréhension de la société** : les fragmentations du monde du travail, l'individualisation des comportements, le vieillissement de la population, le rapport à la mondialisation, le sentiment de déclassement ou de dépossession, le besoin de sécurité, la prise de conscience exigeante de l'écologie... Avions-nous traduit toutes ces évolutions ? Toutes ces évolutions changent l'attente à l'égard de la politique. Les citoyens ne veulent pas seulement du plus global, mais du mieux personnel, de la rapidité, même s'il ne faut pas confondre le vite et l'efficace, car le vite cache souvent le vide.
- **Défaut de clarté** : il est toujours facile de dire comment gagner... après. la clé du succès, c'est la conjugaison d'une vision d'ensemble avec des propositions concrètes. Pas seulement une bataille sur les valeurs ou sur les slogans, mais sur des améliorations de la vie quotidienne, sur une volonté qui ne fasse pas fi du réel car nos concitoyens sont lucides, sur un programme économique qui crée de la richesse avant de prétendre la redistribuer. La confrontation avec la droite, elle se situe d'abord sur le champ économique et social. Ce qui n'exclut pas les autres domaines.
- **Défaut de rassemblement, d'unité** : trop tournés vers les socialistes et peu vers les Français : nos congrès, nos divisions sur le référendum européen, la bataille trop longue pour l'investiture, la distance entre le Parti et la campagne. Le débat interne, c'est bien ; le combat commun, c'est mieux.

Tout se tient. Un parti en phase avec la société, mobilisé autour d'un projet simple, uni autour de son leader. Voilà les conditions de la victoire. C'est donc un changement bien plus qu'une rénovation qu'il faut engager.

Rénovation. Le mot est vieux comme le PS ; il est usé. Il revient à chaque défaite avec les mêmes formules : « les portes et les fenêtres » qu'il faut ouvrir, comme si l'on vivait caché, alors que 100 000 nouveaux adhérents nous ont rejoint ; la fin des courants – à condition de ne pas en créer un autre ; le renouvellement des générations – réducteur mais nécessaire –, à condition qu'il ne soit pas réducteur de têtes. Le logiciel politique – mais notre pensée est humaine- ne se confond pas avec un disque dur qui devient vite un disque rayé ! Et même le nom du Parti socialiste ! Comme si c'était de sa faute. Je me souviens d'une réflexion de François Mitterrand quand, en 1993, après une défaite terrible, cette proposition d'un changement de nom courrait. Faites à votre guise, disait-il, mais réfléchissez bien. Cela fait 100 ans que l'on se bat pour imposer la marque, si vous la laissez tomber, il y en aura bien un qui se baissera pour la ramasser.

Quand on a le flambeau du socialisme, non seulement on le garde, mais on le porte.

Il faut aller plus loin. Il ne s'agit plus d'en rester à la surface des choses. **Il faut changer la donne.**

D'abord, notre état d'esprit :

- Respect du travail collectif du Parti socialiste
- Respect des décisions prises par le Parti socialiste après un vote militant
- Respect du Parti socialiste, de nous-mêmes si nous voulons être respectés des Français.

Ceci n'est inscrit dans aucun statut, mais dans nos têtes.

Ensuite, faire le clair dans nos idées : les socialistes vivent depuis trop longtemps sous une double pression : celle de la gauche de la gauche d'abord qui lui fait le procès de la trahison, de la compromission, du reniement. Mais, au nom de quoi ? Au nom de qui ? De quelle légitimité ? De quelle autorité ? De quelle histoire ? Ce sont les réformistes –et donc les socialistes– qui ont fait les plus belles révolutions dans la vie quotidienne de nos concitoyens. Et, la meilleure façon de servir la gauche, c'est de la porter au pouvoir.

Sous la pression des « bien pensants », ensuite, qui voudraient que le Parti socialiste abjure de ses idées redistributives, de sa confiance dans le progrès, du rôle régulateur de l'Etat. Ils demandent une gauche qui ne serait plus de gauche pour prix de son accession aux responsabilités. Si tant est qu'avec un tel programme, elle y parvienne.

Dans les deux cas, on veut vider l'espace politique du réformisme.

Mais, nous, nous paraissions toujours hésiter : céder aux uns quand nous sommes dans l'opposition, au risque d'y rester longtemps, et concéder aux autres quand nous sommes au pouvoir, au risque de ne pas y rester longtemps. Et nous sommes dans une perpétuelle mauvaise conscience, dans l'équilibrisme, le ni-ni ou dans les formules incantatoires qui préparent piteusement les compromis avec le réel.

Nous ne sommes plus entendus par le plus grand nombre, parce que le PS parle une langue connue de lui seul, parce que nous ne disons rien de clair, de net, de lisible. Nous oscillons, nous ajoutons, nous additionnons sans convaincre. Car, on ne mobilise pas sur une contradiction.

Il faut donc affirmer franchement notre identité. Et sans rien perdre de nos valeurs. Dire ce que nous gardons : nos idéaux de justice, d'égalité, nos ambitions transformatrices, notre internationalisme. Et ce que nous devons changer pour mettre le socialisme en rapport avec les défis du monde de la société d'aujourd'hui.

C'est ce que j'ai proposé à travers les trois grands forums que nous allons ouvrir tout au long des prochaines semaines.

1/ - Le socialisme et le marché

Il y a bien longtemps que les socialistes ont admis l'économie de marché, reconnu la création de richesses par les entreprises et compris le défi de la compétition économique.

C'est même sous des gouvernements de gauche que l'ouverture des marchés, notamment monétaires et financiers, s'est faite : l'inflation a été réduite, le marché unique puis l'euro ont été mis en place, et même les finances publiques –de 1997 à 2002– ont été remises en ordre. Et nous reconnaissons d'autant mieux le marché que nous considérons qu'il y a des domaines de l'activité humaine qui doivent lui échapper : la Recherche, l'Education, la santé, l'environnement, le rôle des services publics, sans que pour autant les règles de l'efficacité et de l'évolution ne s'y appliquent pas avec rigueur.

Alors, ce n'est pas le marché qui nous pose problème aujourd'hui, c'est la mondialisation. Nous donnons le sentiment de la regarder en reculant, comme effrayés, tout en la laissant faire. Nous la condamnons, mais nous ne l'affrontons pas.

La mondialisation est un fait irréversible. On peut la juger comme heureuse ou désastreuse. Elle est une réalité ambivalente. Elle crée des richesses et des biens ; elle détruit des ressources et des droits. Mais, elle est notre monde.

D'où la triple exigence qui nous est posée :

- L'exigence de compétitivité : socialisme de la production qui fait le pari de l'innovation, de la Recherche, de la connaissance et de la création d'entreprises ;
- L'exigence de redistribution : corriger les écarts de richesse et de statuts sociaux ;
- L'exigence de régulation : Il n'est pas possible d'accepter que la Chine puisse obtenir 135 milliards d'euros d'excédents commerciaux sans respecter les normes environnementales et le droit du travail ; des finances (4^e crise financière en 15 ans), écologie (épuisement des ressources naturelles).

2/ - Le socialisme et l'individu

La montée du rapport personnel, individuel à l'égard de la politique est une évidence. La fin des grandes idéologies, l'émiettement de la société salariale, le consumérisme, la méfiance à l'égard du système redistributif qui serait supposé fonctionner toujours pour les autres et insuffisamment pour soi-même, le souci d'autonomie personnel, familial. D'où le questionnement tant de fois entendu dans la campagne « qu'est ce qu'il y a pour moi dans le programme du Parti socialiste ? ».

La droite a parfaitement saisi cette aspiration et l'a instrumentalisé : le « sauve qui peut » personnel, le chacun pour soi, le salut individuel, « l'enrichissez-vous », l'enfer c'est la dépense du voisin, le trou de la Sécurité Sociale, c'est l'autre. Et le « travailler plus » conjugué au « payer moins d'impôt » a pu trouver écho. Même chez les pauvres qui considéraient ainsi que payer rien sur rien, c'était déjà pas mal !

N'en tirons pas la conclusion sommaire d'une droitisation de la société française ; les aspirations sont beaucoup plus contradictoires. Mais prenons acte de la nécessité d'un changement d'approche qui nous ramène paradoxalement aux fondements du socialisme.

Le changement d'approche, c'est de partir non pas d'une simple défense d'acquis ou de revendications générales, ou de principes généraux, mais d'une solution qui permet à chacun de trouver sa place, d'être reconnu comme individu, citoyen en tant que tel et non comme une catégorie... Bref, d'un projet qui ouvre une égalité concrète devant l'avenir.

C'est en ce sens que l'efficacité des systèmes sociaux est une question clé pour les socialistes. Chaque fois qu'une faille, un abus, un excès, un gâchis sont décelés, c'est le principe même de la solidarité qui est contesté par la droite.

De la même manière, l'impôt ne peut être consenti que si les responsables publics sont exemplaires dans l'usage des fonds publics, la redistribution effective et les services publics performants. La solidarité n'est pas faite pour quelques-uns –les exclus, les pauvres. Elle l'est pour une très grande majorité et au bénéfice de tous. La Sécurité Sociale, par exemple, est un droit pour tous. Et elle prend toute sa force quand elle est au service des générations futures ; c'est ainsi que l'on retrouve le fondement du contrat social : Education, santé, développement durable.

Et c'est ainsi que l'on retrouve l'origine même du socialisme, car la consécration de l'individu est au cœur de notre idéal autour de l'émancipation, de l'accomplissement, de l'autonomie et de la promotion. Partir de l'individu pour justifier le collectif et revenir au citoyen qui décide souverainement de son avenir, mais aussi du destin collectif. Telle doit être notre démarche.

3/ - Le socialisme et les valeurs

Nation, travail, ordre ont été au cœur de la campagne. Et parfois, nous n'y avons pas paru à l'aise.

Là aussi, il faut faire le clair.

La Nation est au cœur du pacte républicain. Elle est un « vivre ensemble », en aucune façon une exclusion. Nous n'avons pas besoin de rapprocher identité nationale et immigration. Jaurès disait que le nationalisme est la haine des autres, la Nation c'est l'amour des siens. Elle n'est pas un renfermement, mais un projet collectif, un destin commun. C'est là que s'exerce le débat démocratique. Le débat entre la gauche et la droite n'est donc pas le plus ou moins grand attachement à la Nation, mais le projet que nous lui assignons, la perspective que nous lui ouvrons, l'avenir que nous lui préparons.

LE TRAVAIL

Que la droite qui a été incapable de créer à peine plus de 300 000 emplois en cinq ans (2002/2007), quand le gouvernement de Lionel Jospin en avait fait émerger 1,5 million, ait pu faire campagne sur le thème du « travailler plus » en dit long sur l'efficacité de certaines communications politiques ou de la faiblesse de nos arguments.

Alors, il faut remettre les choses à l'endroit : c'est vrai que la France ne travaille pas assez, quand plus de deux millions de personnes sont au chômage, quand un salarié sur deux est écarté du marché de l'emploi avant 60 ans, quand le temps partiel contraint touche de nombreuses femmes et quand l'intermittence est devenue une forme ordinaire de vie pour de nombreux jeunes.

Les socialistes militent pour une société du travail, pour l'effort valorisé, pour la reconnaissance des savoir-faire et des métiers et pour une contrepartie d'activité pour toute prestation versée.

Mais, allons plus loin : l'allongement de l'espérance de vie, les périodes de formation, les temps familiaux, mais aussi les évolutions démographiques et, à terme, la fin du chômage de masse font que le futur n'est plus à la diminution uniforme du temps de travail, mais à son organisation sur toute la vie professionnelle et à la prise en compte de la pénibilité des tâches et des métiers. Voilà l'enjeu des prochaines années. Non pas uniquement les durées légales de travail, mais la diversité des temps de travail sur toute une vie et selon les métiers.

LA SECURITE

Jamais les violences aux personnes n'ont été aussi nombreuses qu'entre 2002 et 2007. Et pourtant, le Ministre de l'Intérieur des gouvernements Raffarin et De Villepin est devenu Président de la République.

Sans doute, beaucoup tient à sa méthode. J'y reviendrai. Mais aussi au sentiment installé depuis des décennies que la gauche serait accommodante au prétexte qu'elle parle de prévention, serait dans une logique d'excuse au prétexte qu'elle évoque les responsabilités sociales, serait naïve au prétexte qu'elle défend les droits de l'Homme. Là aussi, l'incrimination est fautive. Mais, en politique, le préjugé vaut vérité.

Alors, il faut d'abord parler de l'insécurité comme première atteinte à la liberté, nommer les violences telles qu'elles sont et aussi dures soient-elles, défendre les victimes et être fermes avec les coupables. Et ne pas craindre le débat avec la droite là-dessus.

C'est nous qui avons les réponses les plus efficaces : de la punition à l'éradication des causes sociales et urbaines, en passant par la dissuasion, la prévention, la réinsertion et l'éducation.

Ce ne sont pas les questions qui sont de gauche ou de droite, mais les réponses. Et dans tous les domaines, elles doivent être efficaces, concrètes et durables.

Sommes-nous capables de mener ensemble ce travail de vérité et de clarté qui ne nous écarte pas de nos valeurs, mais leur donne leur actualité et leur pertinence ? Sûrement pas si nous en restons aux formules habituelles, aux jeux de rôles et aux questions de personnes. Alors, en 2002, nous aurions perdu parce que nous n'aurions pas été à gauche et, cette fois-ci, parce que nous l'aurions été trop.

Et, c'est pourquoi je n'ai pas voulu d'un congrès dans la foulée des élections du printemps. Qu'aurions-nous réglé ? Même pas le leadership aussitôt contesté dès lors qu'il ne s'appuie pas sur une cohérence de pensée.

Aussi, **je propose un changement de méthode.** Plutôt que de partir de nos différences regardées comme autant de divisions pour aboutir, faute de mieux, à des conclusions confuses, partons de nos convergences pour faire apparaître, sur les grandes thématiques mais aussi sur les sujets les plus difficiles, de véritables choix qui seront proposés au vote des militants à l'occasion du prochain congrès après les élections municipales.

Sur ce qui nous unit, tout ce qui nous unit, nous l'écrivons dans une nouvelle déclaration de principes : notre Charte fondamentale. Et, sur les différentes alternatives politiques, regardons les en face, délibérons, décidons et respectons la ligne majoritaire comme la loi de tous.

Le changement, c'est aussi celui de nos statuts et de nos règles de vote de nos instances. Des structures ont vieilli, des modes d'organisation et de débat. La vraie question, c'est comment conjuguer démocratie interne et efficacité, mais aussi le nombre d'adhérents et le militantisme, le rôle d'un parti et le lien avec la société.

C'est un enjeu qui dépasse le PS, car c'est la conception même de la politique et des institutions. Si l'on veut éviter la dérive vers l'omniprésidence, il faut montrer que le débat, la délibération, la participation ne sont pas un frein, une cacophonie ou une atomisation, mais la condition même de la réussite. Notre Parti doit être organisé à l'image des institutions que nous proposons pour le pays : un Exécutif solide et responsable (c'est la direction du PS), un Parlement doté de moyens de contrôle et représentatif de la société (c'est le Conseil national du PS), des citoyens actifs qui puissent participer à la décision et faire connaître leur voix (ce sont les militants du Parti socialiste).

II – Le défi de l'opposition

La droite s'est succédé à elle-même : même parti, même personnel, même politique. Et pourtant, paradoxalement, il y a bien eu une rupture, ou plutôt deux ruptures.

- *Ce n'est pas la même droite :*
- *Elle est unie :* depuis 40 ans, elle ne l'avait pas été. Ses divisions avaient parfois facilité nos succès. En 2007, Libéraux, conservateurs, nationalistes ont fait bloc. Leurs contradictions demeurent, mais un lien qui les rassemble tous : le pouvoir. Ou plutôt le pouvoir et l'argent.

- Elle est décomplexée : elle n'hésite pas à s'afficher avec le Medef (Nicolas Sarkozy s'y exprime comme dans un Conseil national de l'UMP), mais aussi avec les grands patrons, la sacralisation de l'argent, la dépénalisation du droit des affaires. Comme si commettre une infraction quand on est chef d'entreprise était moins grave que si l'on est salarié ou jeune ! Elle ne répugne pas à inviter JM Le Pen à l'Élysée et, à défaut, ses idées. Elle liquide les derniers avatars du gaullisme, s'interroge sur le retour de la France dans l'Otan, fait des civilités à Bush et reprend les thèmes du conflit de civilisation entre l'Islam et l'Occident et tance l'homme africain qui aurait manqué le rendez-vous de l'Histoire.
- Elle est pressée : elle est au pouvoir depuis 5 ans, mais donne l'impression qu'elle s'est retenue ; alors elle veut utiliser son rapport de force pour en finir avec quelques vestiges de la République : la progressivité de l'impôt, les services publics, le droit du travail. Ira-t-elle jusqu'au bout ? Quelle est la part du discours et de la témérité. Beaucoup dépendra de nous et de la société elle-même.
- Ce n'est pas le même rapport au pouvoir et à la politique
- Pratique des institutions : omniprésidence qui conduit à l'irresponsabilité, l'effacement du gouvernement qui conduit à celui du Parlement. Et la confusion s'installe entre l'entourage du Président et les Ministres eux-mêmes. Le Président décide de tout. Il revient sur son engagement de ne pas privatiser GDF. Il s'arrange directement avec les dirigeants de Suez. Le secrétaire général de l'Élysée met en forme et les Conseils d'administration sont convoqués à la demande. Qui peut prétendre que la gestion du pays peut relever du pouvoir d'un seul ?
- Pratique du pouvoir : la tactique remplace la stratégie. Ce qui compte, c'est l'événement du jour, l'annonce bruyante, le déplacement improvisé, l'initiative fracassante. Bref, le coup d'éclat permanent. Qu'importe ce qu'il en reste le jour d'après. C'est l'écume pour faire croire à la vague. L'émotion remplace la raison. La politique de la France se fait à la lecture des faits-divers. L'empathie avec les victimes nécessaire sert de justification de l'échec et l'annonce d'une loi nouvelle, la réponse mécanique à l'inapplication de la précédente. Quand un criminel sexuel sort de prison sans autre médicament que du viagra, alors que sa place aurait été dans une structure médicale fermée avec un suivi permanent, avons-nous franchement besoin d'une nouvelle loi pour organiser les choses ? La parole remplace la décision ; Nicolas Sarkozy nomme les problèmes plutôt que de les traiter.

Je veux l'illustrer sur la question du pouvoir d'achat qui est la première préoccupation des Français en cette période. Devant le Medef, il martèle que c'est se « moquer du monde que de dire qu'il n'y a pas de problème du pouvoir d'achat ». Diable ! On attend le plan, les dispositifs, les mesures ! Et, le lendemain, nous en prenons connaissance : Nicolas Sarkozy est venu dans un hypermarché à Bois d'Arcy pour, par sa seule présence aux caisses, lutter contre la hausse des prix. Il fallait y penser. Bientôt, avec cette méthode, il viendra à l'ANPE pour réduire le chômage et dans une agence immobilière pour baisser les loyers !

Et je ne sais si cet artifice suffira pour convaincre les Français. Mais, nous ne pouvons pas réduire la politique à de la communication. Je veux que le Parti socialiste lance une campagne de rentrée sur le pouvoir d'achat. Car il y a la conjugaison de trois hausses : denrées alimentaires, loyers, coûts des transports. Ce qui suppose d'agir sur la formation des prix (les loyers, le rapport entre producteurs et distributeurs, les transports publics), mais aussi sur les revenus : une conférence sur les salaires, un relèvement de l'allocation

de rentrée scolaire. Et, plutôt que de consacrer le bouclier fiscal, il aurait mieux valu consacrer le bouclier logement.

Face à cette façon d'agir ou plutôt de communiquer, **les formes de notre opposition doivent donc changer :**

- Pas seulement la réaction à la réactivité
- Pas seulement le suivi, mais le décryptage, la déconstruction de la méthode, le rappel des engagements non tenus
- Pas seulement le jour le jour, mais la mémoire, le rappel, la mise en perspective.
- Pas seulement la critique, mais la proposition

Mais, si la politique peut parfois retarder, biaiser, camoufler, occulter la réalité, elle ne l'efface jamais. Et elle vient, après le temps de grâce dédié au vainqueur, demander son compte, présenter la note.

Et c'est sur une facture que la présidence Sarkozy va s'ouvrir.

Elle est le produit d'un héritage, celui de la majorité sortante qui laisse la dette publique au-dessus de 64 % du PIB, des cadeaux fiscaux aussi injustes que coûteux (13 milliards d'euros -1000 contribuables vont recevoir 250 millions d'euros) et une politique économique inappropriée à la conjoncture, favorisant la rente plutôt que le travail, les placements plutôt que l'investissement et les grandes entreprises plutôt que les PME.

Résultat : la croissance sera inférieure à 2 % en 2007, à peine supérieure en 2008 ; le déficit commercial atteindra un niveau historique (30 milliards d'euros à la fin de l'année) ; les comptes sociaux sont au rouge vermillon (13 milliards) et les engagements européens en matière de finances publiques ne pourront être tenus pas plus en 2010 qu'en 2012.

Un plan de rigueur est donc en préparation. Et il faut en prévenir les Français :

- Franchise médicale : il est avancé qu'elle servira à financer le plan de lutte contre Alzheimer. J'ai trop honte. Elles sont là pour combler l'ampleur des déficits de l'assurance maladie
- TVA sociale dont on changera le nom
- Contribution sur tous les revenus par la CRDS à la dette sociale qui n'est pas résorbée
- Diminution drastique de la dépense publique

Dans l'attente, le pouvoir est dans le déni de réalité (sur la croissance), l'incantation (sur la confiance) et la flatterie (à l'égard du patronat). Il vient d'installer une Commission de la croissance –une de plus. Et il y a mis un psychiatre parce que le problème, nous dit-on, c'est que la France aujourd'hui n'est pas gaie !

Elle ne sera pas guérie par des astuces, mais par des choix.

Les nôtres sont simples et courageux :

- Soutien à l'investissement des entreprises et à une politique industrielle pour améliorer la compétitivité
- Réduction des déficits publics pour retrouver des marges de manœuvre
- Préparation de l'avenir : formation, Recherche, environnement, logement.

Et, c'est dans cet esprit de vigilance, de crédibilité et de confrontation que nous devons déjà préparer notre travail d'opposition. Nous ne le ferons pas seuls.

Il faudra prendre appui sur les forces vives, les experts, les Français eux-mêmes. Rechercher les exemples étrangers, comparer les situations en Europe.

Et puis, aussi, mobiliser toute la gauche. Nous en sommes la force principale. Mais, nous aurions tort de nous comporter en parti unique. Ce serait une bien mauvaise façon de traduire le vote utile. Et, face à la droite unie, il faut rassembler la gauche. Certes, dans le contexte actuel (les faiblesses, les blessures...), ne précipitons pas le mouvement, n'évoquons pas des schémas prématurés ou des formules globales. Procédons dans le respect et par étapes.

D'abord la riposte à la droite

Je propose à nos partenaires un comité de liaison de la gauche qui se réunirait régulièrement pour porter jugement sur les résultats de la politique gouvernementale et décider des initiatives communes à engager : sur le pouvoir d'achat, le prochain budget ou les franchises médicales.

Ensuite, il faudra aller plus loin, ***faire des propositions communes***, par exemple sur le Grenelle de l'environnement pour, ensemble, dire ce qu'est une politique de développement durable pour la gauche.

Et alors, si la confiance est là, si la volonté de construire ensemble une alternative est partagée, nous pourrions organiser des assises de la gauche et des écologistes avant les élections municipales et cantonales. Ce serait d'ailleurs la meilleure façon de les préparer.

III – Le défi de la préparation des prochaines échéances

Nous sortons d'un cycle électoral majeur ; nous rentrons déjà dans un autre, celui des élections locales qui vont redistribuer la donne à l'échelle des territoires. C'est l'occasion pour nous de conforter notre influence et, avec les Régions et une majorité des départements et des villes, d'organiser une forme de contre-pouvoir local. Valoriser des politiques nouvelles comme nous les engageons dans tant de villes de France et qui seront des références.

C'est une échéance redoutée par la droite car, les résultats détermineront largement le déroulement du quinquennat.

Nicolas Sarkozy est donc parti en campagne. Il va être candidat dans toutes les mairies de France. Il y a déjà son portrait, donc il se considère déjà chez lui. Il va multiplier les effets d'annonces à chacun de ses déplacements. J'entendais qu'il allait faire des Conseils des Ministres décentralisés. Ce seront donc des assemblées préparatoires aux élections locales. Il va jouer de toutes les confusions en tentant de dépolitiser les élections locales.

Alors, à nous d'apparaître utiles aux Français, représentatifs de leur diversité et clairs dans nos alliances.

Utiles : les élections locales doivent permettre d'engager des politiques qui nous identifient et qui améliorent la vie quotidienne de nos concitoyens : développement économique (innovation, création d'entreprises, réinsertion), développement durable (habitat, transports). Un projet affirmant nos grandes propositions sera présenté par le Parti socialiste. Il inspirera nos programmes municipaux et départementaux.

Représentatifs : Je serai extrêmement attentif, au moment de la validation des candidatures, à ce que nous ayons une part non négligeable de futurs maires de grandes villes femmes. Il en est de même pour les élections cantonales parce que la droite a inventé un système qui lui a donné bonne conscience : un titulaire, un suppléant : c'est dans bien des cas un titulaire, une suppléante... Ayons le souci, quand on a choisi une équipe, de faire l'inverse : une titulaire, un suppléant.

Si nous voulons être respectueux de la confiance des électeurs des quartiers qui se sont rendus massivement aux urnes, à l'élection présidentielle, pour voter Ségolène Royal, il faut que nous puissions avoir des listes dans les villes qui correspondent à la diversité de la population.

Clairs dans nos alliances : Le Parti socialiste est sans doute devenu le grand parti de la gauche. On pourrait avoir la tentation de dire que, finalement, nous n'avons besoin de personne d'autre que nous-mêmes. Ce serait une erreur. Parce que dans une ville, dans un département, nous avons besoin de toutes les cultures de la gauche (il est préférable de parler de culture plutôt que de parti). Il y a une culture communiste, il y a une culture radicale, il y a une culture écologique. Donc, il faut que cette dynamique, que cet ensemble se retrouve. Notre stratégie, c'est le rassemblement de la gauche pour les élections municipales.

Reste la question des autres, et notamment du centre. Il y a sans doute un électorat aujourd'hui qui ne veut pas choisir entre la gauche et la droite. Il a d'ailleurs toujours existé. Il y a une règle simple : cet électorat va à la force, pas à la faiblesse. Ce n'est pas parce qu'on lui demande de venir qu'il accourt. Il vient parce qu'il sent que c'est là que la dynamique se situe. C'est comme cela que nous avons eu le succès en 1981, en 1988 et même en 1997. Il y aura des listes Modem. Il ne faudra sûrement pas laisser chacun d'entre nous gérer cette situation. Nous devons avoir une ligne de conduite et elle est simple : nous partons du rassemblement de la gauche ; nous portons un projet pour les élections municipales. Que ceux qui veulent rejoindre le rassemblement de la gauche, s'accorder sur les propositions qui sont les nôtres, et, enfin, s'opposer à Sarkozy, viennent au second tour ne nous posera aucun problème. Mais ils le feront sur ces bases-là et sur aucune autre. Je ne veux pas que nous rentrions, nous-mêmes, dans le débat sur le Modem. La question lui est posée à lui, pas à nous.

C'est un débat où nous nous perdrons sans trouver le centre. Et nous conforterons ceux-là même que nous voulons rallier à nous. Soyons forts, rassembleurs, conquérants.

D'ici là, nous n'avons pas de temps à perdre. Les élections locales sont dans huit mois. Et nous devons être prêts. Nous ne gagnerons pas seuls chacun dans nos villes respectives. Ne croyons pas que nous puissions l'emporter localement si nous nous organisons nationalement pour perdre. Là encore, c'est ensemble que nous réussirons.

CONCLUSION

Vous avez, par votre présence et par votre travail, engagé le premier pas de notre nouvelle marche. Cette marche sera longue. Elle ne tiendra pas dans quelques changements de comportements, renouvellements de personnes et de modifications statutaires. Le Parti socialiste doit être sans cesse en mouvement.

Je ne crois ni à la secousse salvatrice ni à la crise salutaire. Je suis pour le changement assumé, profond, durable et maîtrisé, pas pour l'abandon ou le reniement. Nous n'avons pas besoin de renoncer à nos valeurs pour être modernes, car jamais les valeurs de progrès et de justice sociale n'ont paru aussi pertinentes, à condition de les adapter au défi de la période.

C'est une démarche qui suppose de s'ouvrir à la société, d'apporter les réponses aux sujets les plus difficiles : la compétitivité, le financement de la solidarité, la lutte contre les violences, l'immigration et le développement du Sud. Nous devons être regardés comme les plus efficaces pour retrouver la croissance, les plus justes pour assumer la redistribution et les plus courageux pour préparer notre avenir.

Il n'y a pas de temps à perdre. Et, comme Premier secrétaire, je me consacrerai pleinement à cette tâche :

- Engager le processus de changement de notre Parti ;
- Etre prêts pour affronter victorieusement le rendez-vous des échéances municipales de mars prochain ;
- Donner au pays une opposition crédible et forte pour être utile à la France.

Premier secrétaire depuis 10 ans –soupirs pour les uns, espérance pour les autres- j'aime le Parti socialiste parce que c'est là que se joue le progrès, le changement. J'aime les socialistes et je suis fier d'être votre Premier secrétaire depuis plus de 10 ans dans des circonstances qui ont été très différentes : la responsabilité du gouvernement avec Lionel Jospin ; l'opposition depuis 5 ans. J'arrive bientôt au terme de cette responsabilité. Elle me permet de vous parler franchement.

Je connais tous nos défauts : les divisions artificielles, les positionnements de circonstance, les compétitions d'orientations qui ne recouvrent que des allégeances personnelles, les indisciplines, le manque de rigueur. Je vous le dis franchement : il faut en finir, si nous voulons en finir avec la droite. Si on veut être clairs, cohérents, forts, nous n'avons pas besoin de nous séparer.

Notre avenir passe par la vérité de nos engagements et par notre unité.

Mais, je connais aussi tous nos atouts : un dévouement militant extraordinaire, un engagement sincère, une efficacité dans la gestion, une somme d'intelligences et d'expériences, un mélange formidable des générations, une volonté de servir la France. Ils nous permettent d'être confiants dans l'avenir.

Il faut les mettre au service de la France. Je lui assigne donc une tâche : être à la hauteur de la situation à laquelle nous sommes confrontés, à la hauteur des enjeux à venir et de l'Histoire.